



Le Makhzen cherche une guerre express contre l'Algérie p.4

LE PLF 2022 À L'ÉPREUVE DES PARLEMENTAIRES

Malgré les déficits, Benabderrahmane défend la forte hausse des dépenses !



© Photo : D.R

Le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane est revenu, avant-hier lors de la présentation du Projet de loi de Finances 2022 (PLF) devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur les nouvelles dispositions législatives introduites dans le cadre des orientations stratégiques de l'Etat et sur les prévisions détaillées des comptes publics, du budget général, des déficits et de la croissance, etc. p.2

BENABDERRAHMANE :

«Les missions diplomatiques appelées à prendre en charge les préoccupations de la diaspora» p.2



LE P-DG DU GROUPE SONELGAZ À PROPOS DE L'EXPORTATION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE :

«Le kilowatt algérien est très compétitif pour le marché européen» p.3

APRÈS TROIS ANNÉES DE CRISE



Sami Agli : «Le patronat toujours en attente d'un Code des investissements» p.2

TAREK BELARIBI

Près de 900.000 logements en cours de réalisation

Le ministre de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a déclaré, hier mardi, lors de son passage à la Télévision Echourouk, que près de 900.000 logements sont en cours de réalisation, soulignant que d'ici la fin de l'année, 320.000 logements seront livrés. Concernant les logements AADL, le ministre a confirmé que 90% des objectifs fixés pour la distribution des logements pour cette formule ont été atteints, notant que 38.000 sous-criteurs dont les recours ont été acceptés paieront la première tranche avant la fin de l'année.

PALUDISME

Une scientifique algérienne établie aux USA redonne l'espoir au monde

Une chercheuse algérienne établie aux USA vient de fabriquer un vaccin contre le paludisme approuvé par l'Organisation mondiale de la santé. Il s'agit de Djamila Louahed qui vient de conclure ses recherches post-doctorales avec une société de biotechnologie basée à Philadelphie par la fabrication d'un vaccin antipaludique. Ce dernier a reçu l'approbation complète de l'OMS le mois dernier, donnant au monde de l'espoir contre cette maladie qui tue 500.000 personnes par an, principalement des enfants de moins de cinq ans.

ALGER

Des prix compétitifs pour encourager la consommation du tilapia rouge

Les responsables du secteur de la pêche et de l'aquaculture s'ingénient à encourager la consommation des poissons des eaux douces, notamment le tilapia rouge désormais présents à des prix compétitifs sur les étals des marchés de la capitale dans le cadre d'un réseau de distribution supervisé par la Chambre algérienne de pêche et d'aquaculture.

Le PLF 2022 à l'épreuve des parlementaires

Malgré les déficits, Benabderrahmane défend la forte hausse des dépenses !

Le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane est revenu, avant-hier lors de la présentation du Projet de loi de Finances 2022 (PLF) devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur les nouvelles dispositions législatives introduites dans le cadre des orientations stratégiques de l'Etat et sur les prévisions détaillées des comptes publics, du budget général, des déficits et de la croissance, etc.

Le Gouvernement se montre toutefois prudent sur la situation sanitaire actuelle qui pourrait accroître les incertitudes sur les dépenses publiques et les prévisions de croissances, et ce, malgré la mise en place de nouvelles mesures de soutien au pouvoir d'achat et à l'investissement. Une flexibilité réglementaire et financière devrait plutôt relever la croissance de l'activité économique hors hydrocarbures en 2022. Le Gouvernement vise à rééquilibrer les finances publiques et poursuivre l'exécution des réformes financières globales pour accélérer la mise en place d'un nouveau modèle économique inclusif, résilient et solidaire.

Après des années de déficits et d'austérité, le rééquilibrage budgétaire et des finances publiques reste difficile, mais nécessaire. Malgré un bilan financier et économique plutôt «décevant» pour l'année 2021, le Premier ministre et ministre des Finances se montre plus optimiste que les investisseurs et experts concernant les perspectives de croissance en Algérie, insistant sur l'importance de poursuivre les réformes fiscales et financières qui restent «une priorité». La situation actuelle permet, selon lui, d'évaluer de manière réaliste les prévisions économiques 2021-2023 à commencer par la croissance économique qui devrait atteindre, selon le PLF «3,3% et une croissance hors hydrocarbures de 3,7%». «Le PLF 2022 ouvrera constamment à assurer l'équilibre de la finance publique, tout en maintenant la subvention de l'Etat qui sera destinée aux catégories vulnérables dans l'objectif de protéger les acquis sociaux. Ainsi, les réformes fiscales engagées dans la LF 2021 se poursuivront à travers les lois de Finances complémen-

taires (LFC) de 2022 ou de 2023», a déclaré M. Benabderrahmane. Il a réitéré l'attachement de l'Etat à la stabilité sociale, indispensable pour relancer la dynamique économique grâce au soutien de l'investissement national et international, mais aussi de l'emploi. Malgré les signes encourageant de la reprise, le Gouvernement reste prudent et réorganise ses priorités favorisant ainsi le redressement des entreprises nationales et l'équité fiscale au niveau local. Pour lutter, entre autres, contre les incertitudes économiques et sanitaires, le PLF prévoit de prélever sur le chapitre des dépenses imprévues un montant de «390 milliards de dinars» et prévoit également 433,03 milliards de dinars consacrés au soutien à l'activité économique (dotations des comptes d'affectation spéciale, les CAS, et bonification des taux d'intérêt). Ces prélèvements s'ajoutent au déficit budgétaire. Il est prévu, également, dans le même sillage, l'alimentation à nouveau du fonds de régulation des recettes (FRR) soldé en 2017.

Après trois années de crise :

Sami Agli : «Le patronat toujours en attente d'un Code des investissements»

«L'attente des chefs d'entreprises en termes de révision des textes régissant l'activité économique est énorme après près de 3 années de crise», affirme Sami Agli, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC). Lors de son intervention sur les ondes de la Radio algérienne de la Chaîne III, dans l'émission «L'invité de la Rédaction», le président du CAPC a déclaré : «Nous devons amarrer notre économie à ce qui fonctionne ailleurs». Selon lui, «les chefs d'entreprises sont aujourd'hui affaiblis». Il recommande d'aller «vite dans la mise en œuvre d'un nouveau cadre légal régissant l'activité économique, tout azimut, aux standards internationaux».

«Aller vers un nouveau Code des investissements c'est bien, c'est demandé et c'est indispensable. Mais il ne faut pas refaire les mêmes erreurs. Il faut le faire d'une manière totale et le promulguer avec ses propres textes d'application. Une trentaine de textes d'application du Code d'investissement de 2016 ne sont toujours pas parus», insiste le chef d'entreprise. Pour autant, «il ne faut pas confondre vitesse et précipitation, ce code doit être réfléchi pour ne pas retomber dans ce que le Président a critiqué à savoir l'instabilité réglementaire», prévient Sami Agli, qui rappelle que «le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a insisté sur la stabilité des textes régissant l'activité économique pendant au moins dix ans».

Le président de la CAPC souligne également «la nécessité de mettre en adéquation ces textes juridiques avec la réalité que vit le chef d'entreprise». Pour Sami Agli, «il s'agit de la dernière chance pour réussir la relance et le renouveau économiques, indispensable pour l'Algérie». Toujours selon lui, pour relancer l'investissement, il faut un cadre réglementaire «attractif». Il appelle à «renforcer les avantages existants et ne pas perdre les acquis». «Les organisations patronales ont formulé des propositions mais malheureusement, nous n'avons pas été associés à l'élaboration du nouveau Code d'investissement», regrette le président de la CAPC. Sami Agli relève, pour autant, que «le président de la République a été clair et qu'il a montré le cap, notamment en recevant et en écoutant le patronat». Mais le président de la CAPC insiste, «une fois les orientations données, les textes doivent être applicables et en adéquation avec la réalité que vivent les chefs d'entreprises». Selon lui, «la concertation est le maître-mot et le patronat est un partenaire des pouvoirs publics».

Sachant que le PLF 2022 est basé sur un prix de référence de 45 dollars et un prix du marché du baril à 50 dollars. L'Etat ne compte, toutefois, pas abandonner ses projets de réformes économiques et financières, en encourageant l'autonomie financière des collectivités locales et des entreprises nationales. De nouvelles mesures sont prévues dans ce sens par le texte de loi. Il est prévu «la révision des modalités d'imposition de certaines taxes et impôts, tout en dynamisant davantage les recettes provenant des biens et des revenus d'exploitation», a indiqué M. Benabderrahmane, annonçant qu'«une dotation de 58 milliards de dinars sera répartie sur les 58 fonds d'investissement de wilaya chargé de participer au capital des Petites et Moyennes Entreprises créées par les jeunes entrepreneurs».

Le Premier ministre et ministre des Finances est revenu sur l'impératif de diversifier l'économie nationale à travers l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la coopération locale (public/privé) et internationale pour attirer les investisseurs étrangers, notamment, après l'abrogation de la règle 51/49% régissant les IDE en Algérie. Selon la valeur des IDE, en Algérie, est «dérisoire», ne dépassant pas les 1,3 milliard de dollars. Il a insisté sur la modernisation et l'optimisation des systèmes financiers et des services bancaires et l'implication des représentations diplomatiques dans la recherche des partenaires, dans une approche gagnant-gagnant. L'investissement stratégique est la clé de la sortie de crise et du changement. Pour encourager ce secteur, M. Benabderrahmane a cité les nouvelles mesures fiscales mises en place par les autorités visant à réduire aussi la pression fiscale à travers la résorption de l'écart entre les résultats comptable et fiscal, donnant lieu ainsi à une meilleure intégration fiscale.

En effet, malgré la crise financière, le Gouvernement opte pour des rallonges budgétaires. Une démarche illustrée par un budget de fonctionnement important. Le PLF 2022 prévoit, d'ailleurs, «un budget de fonctionnement de 6.311,53 milliards de dinars et un budget d'équipement (crédits de paiement) de 3.546,90 milliards de dinars dont 2.713,86 milliards de dinars pour l'investissement et 833,03 milliards de dinars pour les opérations en capital». Cette affectation a pour objectif de booster l'investissement, le rendement et l'emploi devant soutenir «les recettes budgétaires prévues à 5.683,22 milliards de dinars, dont 3.579,31 milliards de dinars issues de ressources ordinaires (63% des recettes) et 2.103,90 milliards de dinars de fiscalité pétrolière (37%)». En effet, le Gouvernement compte améliorer le recouvrement de la fiscalité ordinaire désormais.

L'autre budget important estimé à 1942 milliards de dinars est alloué aux transferts sociaux, ce qui représente 1/5 du budget de l'Etat, soit 19,7% du budget, alors que l'Etat décide de mettre en place un dispositif de compensation des subventions. M. Benabderrahmane a défendu son projet de loi devant les parlementaires et devra, par ailleurs, tenir compte des quelques recommandations émises par la Commission du budget et des finances. Le débat s'achèvera jeudi.

Samira Takharboucht

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

Djamila Sai

REPÈRE

Benabderrahmane :

«Les missions diplomatiques appelées à prendre en charge les préoccupations de la diaspora»

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a évoqué hier mardi le rôle important de la communauté nationale à l'étranger dans le développement du pays, appelant les missions diplomatiques à prendre en charge les préoccupations de cette catégorie qui regroupe un grand nombre de compétences, de chercheurs et d'enseignants.

Intervenant au deuxième jour des travaux de la Conférence des chefs des missions diplomatiques et consulaires algériennes, organisée au Palais des Nations au Club des Pins (Alger), M. Benabderrahmane a précisé que les membres de la communauté algérienne, qui regroupe un nombre de plus en plus croissant de compétences, de chercheurs et d'enseignants de haut niveau, ont exprimé leur volonté d'apporter leur savoir-faire et assurer des formations de haut niveau en Algérie.

A ce titre, le Premier ministre a souligné «l'impératif d'oeuvrer au parachèvement du projet du portail électronique dédié aux compétences nationales établies à l'étranger, pour une meilleure contribution au développement des domaines scientifiques et techniques, des nouvelles technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle, ainsi que d'autres domaines de l'économie de la connaissance».

«Pour un apport volontaire et régulier au processus d'édification du pays, notre communauté a besoin de renouer avec la confiance. Je tiens à rappeler à ce propos que cette question figure en tête des priorités du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, car le succès de tout programme de développement est lié à l'adhésion de l'élite et du citoyen à ce dernier», a-t-il dit. M. Benabderrahmane a exhorté les missions diplomatiques algériennes à «écouter les préoccupations de la communauté et à accompagner les compétences nationales à l'étranger, en leur apportant le soutien et l'appui nécessaires dans leurs domaines d'activité au sein des instances, des organisations et des centres de recherche».

Le P-dg du groupe Sonelgaz à propos de l'exportation de l'énergie électrique

«Le kilowatt algérien est très compétitif pour le marché européen»

Le Président-directeur général du groupe Sonelgaz Chaher Boulakhras a affirmé, avant-hier lundi à Oran, que la possibilité d'exporter l'énergie électrique produite en Algérie vers l'Europe est à l'étude.

«Le groupe Sonelgaz étudie la possibilité d'exporter l'énergie électrique produite en Algérie vers l'Europe, en plus de son exportation vers la Tunisie et la Libye», a-t-il indiqué dans une déclaration à la presse.

S'exprimant en marge de la 10^{ème} édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine "NAPEC 2021", ouvert lundi au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed-Benahmed, Chaher Boulakhras a fait remarquer que le kilowatt algérien est très compétitif pour le marché européen et l'étude d'une carte énergétique où les énergies renouvelables prennent la place des énergies fossiles, ce qui devra



■ Chaher Boulakhras : «Le transport de l'électricité algérienne vers les pays du Nord de la Méditerranée et certains pays de l'Afrique du Nord, est assurée par la filiale du groupe, "Sonelgaz-Export"» (Photo : D.R)

valoriser l'énergie électrique productive respectant l'environnement.

Le Président-directeur général du groupe Sonelgaz a, à l'occasion, annoncé que l'usage de l'énergie hybride sera généralisé dans les deux prochaines années dans le Grand Sud surtout dans les zones frontalières. «Les centrales hybrides produisent actuellement 75 mégawatts permettant de couvrir les besoins de 30 zones du Grand Sud, en attendant le lancement du projet de production de 21 autres mégawatts dans les prochains jours», a relevé Chaher Boulakhras. Assurant que ce projet permettra à l'Algérie de se frayer une place prépondérante dans le domaine de l'énergie verte qui préserve l'environnement, attirant l'attention sur les projets de l'énergie verte, notamment

"l'hydrogène vert". Un domaine, a-t-il dit, auquel le groupe Sonelgaz accorde une grande importance et œuvre à développer dans les prochaines années.

Le transport de l'électricité algérienne vers les pays du Nord de la Méditerranée et certains pays de l'Afrique du Nord, a observé Chaher Boulakhras, est assurée par la filiale du groupe, "Sonelgaz-Export", dont le lancement, début 2019, a été annoncé par le ministre de l'Énergie. «Il est anormal que Sonatrach exporte et Sonelgaz n'exporte pas son surplus de 7.000 mega watts non exploités durant les 10 mois de l'année», avait indiqué le ministre devant les cadres du groupe réunis pour annoncer le prochain cap du Groupe Sonelgaz en quête désormais de trouver acquéreurs de l'excédent en énergie électrique

produite en Algérie. Mettant en avant la nécessité de booster les investissements en conséquence en matière de stockage et de transport efficace de cette énergie vers l'Europe via la mer. «Le groupe Sonelgaz s'introduire en bourse à l'étranger. Pour cela, «on a lancé des négociations pour introduire le groupe Sonelgaz à la bourse d'Espagne», avait-il poursuivi. Le groupe Sonelgaz, avait poursuivi le premier responsable du secteur de l'Énergie, se doit, sur le plan interne, de se hisser au rang des groupes mondiaux insistant sur l'amélioration des prestations de services comme fournir une facturation par sms, un paiement électronique et assurer une modernisation des ressources humaines notamment en marketing et le droit international.

Rabah Mokhtari

Le P-dg de Sonatrach à propos de la transformation des hydrocarbures :

«Nous œuvrons à l'implication de sociétés nationales dans la réalisation des nouveaux projets de développement»

Le Président-directeur général du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar a affirmé, avant-hier lundi à Oran que son groupe œuvrait à l'implication de sociétés nationales dans la réalisation des nouveaux projets de développement, afin, a-t-il indiqué, de réduire les dépenses en devises et de créer de l'emploi, notamment dans les régions du Sud, faisant remarquer qu'en 2020 et 2021, près de 80% de nos contrats ont été conclus avec des entreprises de droit algérien.

S'exprimant lors de la 10^{ème} édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures (Napec 2021), ouvert avant-hier lundi à Oran, Toufik Hakkar est revenu sur la nouvelle loi sur les hydrocarbures, relevant que celle-ci donne suffisamment de flexibilité pour attirer de nouveaux partenaires, capables d'apporter le financement et la technologie nécessaires pour la maximalisation de la valorisation de nos ressources en hydrocarbures.

«Nos discussions avec nos partenaires étrangers dans le cadre de cette nouvelle loi, nous permet-

tront d'élargir notre niveau d'investissement, de partager les risques et d'accéder à la technologie nécessaire pour découvrir et développer des gisements complexes», a-t-il fait savoir.

Le groupe Sonatrach, a poursuivi Hakkar, a opté pour le partenariat afin de développer des projets pétrochimiques de taille mondiale visant à valoriser les matières premières disponibles et à créer un tissu national d'industrie, de PMI et PME de transformation.

«Ceci contribuera à réduire l'importation des produits pétroliers transformés et à exporter les excédents de ces produits», a observé Toufik Hakkar.

Evoquant l'approvisionnement de l'Espagne en gaz algérien via le Gazoduc Medgaz, le P-dg du groupe Sonatrach a assuré que la capacité d'exportation du gaz naturel vers l'Espagne via le Gazoduc Medgaz est largement suffisante pour couvrir la demande actuelle. «Il n'existe aucun problème par rapport à l'approvisionnement de l'Espagne en gaz via le Medgaz », a-t-il dit, faisant remarquer que le Gazoduc assure

actuellement l'ensemble du volume des exportations algériennes de gaz naturel vers l'Espagne, fixé dans le cadre des contrats à long terme.

Pour ce qui est d'une éventuelle augmentation de la demande espagnole, Toufik Hakkar a considéré qu'il est inutile pour le moment de parler d'éventualité.

«On parlera des moyens nécessaires pour satisfaire des besoins supplémentaires seulement lorsqu'il y aura une demande additionnelle», a-t-il dit, faisant savoir que les capacités de Sonatrach pour répondre à la demande espagnole sont suffisantes, que ce soit par le biais du pipeline ou des méthaniers.

Enfin, s'agissant de la dimension environnementale, Toufik Hakkar a assuré que la réduction de notre empreinte carbone dans le processus de production et de transformation y a été inscrite. L'objectif étant, a-t-il dit, de mettre à disposition du marché des produits propres et de s'inscrire dans le cadre des engagements de l'Algérie en matière de climat.

R.M.

ALNAFT

Domaine minier national

«Le taux d'exploitation ne dépasse pas les 40%»

Plus de 60% du domaine minier algérien n'est pas encore exploité, a indiqué avant-hier le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbure (Alnaft), Noureddine Daoudi. Selon celui-ci, la superficie couverte par les travaux de prospection et de recherche et d'exploitation dans le domaine minier ne représente que 40% de la surface globale.

«La superficie couverte par les travaux de prospection, de recherche et de d'exploitation représente 40% de la surface globale, ce qui laisse libre une superficie dépassant les 60% du domaine minier national des hydrocarbures, qui n'est pas encore exploré », a ajouté M. Daoudi à l'ouverture de la 10^{ème} édition du Salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures (Napec 2021).

Selon le dirigeant d'Alnaft, «la couverture du domaine minier national des hydrocarbures (onshore et offshore) qui s'étend sur une superficie de plus de 1.75 million de kilomètres carrés, en matière de travaux, demeure insuffisante». Ces chiffres témoignent, a-t-il soutenu, de la diversité d'opportunités présentes et de l'ampleur des investissements à considérer dans les perspectives d'une valorisation optimale des ressources existantes.

Avant d'ajouter que «le potentiel pétro-gazier de l'Algérie demeure important et la base des réserves actuelles peut être renforcée grâce à la couverture de l'ensemble des thématiques et régions du pays, y compris le offshore».

Le domaine offshore, devrait «bénéficier d'une appréciation plus soutenue», a estimé M. Daoudi, rappelant que 75% des découvertes majeures réalisées à travers le monde ces dernières années sont situées en mer.

Le président d'Alnaft a, par ailleurs, évoqué la nouvelle loi sur les hydrocarbures qui vise «l'amélioration et l'assouplissement des conditions de réalisation des projets». «Cette loi, bénéfique aussi bien aux investisseurs qu'à l'État, permet une meilleure rentabilité», a-t-il affirmé.

A l'occasion, le dirigeant d'Alnaft a aussi abordé d'autres questions liées à l'environnement, à la quête de décarboner le secteur de l'énergie et à la place de l'hybride dans la transition énergétique.

Pour rappel, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a annoncé le mois de mars dernier, le lancement d'un programme minier prévoyant 26 projets de prospection et d'exploration de ressources minérales pour une valeur globale de 1,8 milliard de DA.

Manel Z.

BRÈVE

Algérie/Turquie

Ouverture de la 11^{ème} session de la commission mixte de coopération économique

Les travaux de la 11^{ème} session de la commission mixte intergouvernementale algéro-turque de coopération économique, scientifique et technique ont débuté, hier mardi à Alger, au niveau des experts des deux pays, précédant la tenue mercredi des travaux de la Commission mixte.

La Commission mixte intergouvernementale qui se tiendra, aujourd'hui, sera co-présidée par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre turc de l'Énergie et des Ressources naturelles, Fatih Donmez.

En marge des travaux de la commission, un forum d'affaires dédié à l'énergie sera organisé à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (Eshra), en présence des deux ministres.

Cette 11^{ème} session se tient en application de l'Accord de coopération économique, scientifique et technique signé entre l'Algérie et la Turquie le 20 octobre 1983.

Ce mécanisme de coopération bilatérale permettra aux deux pays de faire une évaluation de cette coopération depuis la dernière session tenue à Istanbul en septembre 2012 et d'examiner les voies et moyens de son renforcement dans tous les domaines d'intérêt commun, selon le ministre de l'Énergie et des Mines. Les travaux de la commission interviennent dans un contexte marqué par l'évolution «positive» des relations entre l'Algérie et la Turquie et la volonté des deux pays de développer et de renforcer la coopération bilatérale sur le plan économique, commercial, culturel, scientifique et technique, a noté la même source.

Agence

Asphyxié, isolé, puni et à la recherche d'une issue rapide Le Makhzen cherche une guerre express contre l'Algérie

En octobre dernier, et lors d'une rencontre avec les médias locaux, le président de la République, et ministre de la Défense, Abdelmadjid Tebboune, avait juré et averti à la fois le Makhzen d'une guerre longue et infinie si ce dernier attaque en premier.

Asphyxié par les punitions qui lui sont infligées par Alger, le Makhzen cherche à provoquer une guerre courte (comme celle d'Israël contre le Hamas ou le Hezbollah) pour sortir de son isolement politique, économique et stratégique dictés par Alger.

Tout indique que le Maroc cherche à provoquer une courte guerre contre l'Algérie sur les territoires sahraouis, pour sortir de son isolement et son encerclement infligés par l'Algérie. Le crime de guerre commis contre nos trois compatriotes sur l'axe Ouargla-Nouakchott est un cas de figure flagrant de ce plan marocain. Provoquer une guerre de quelques jours contre l'Algérie, une aubaine pour le Maroc car il s'agit de la seule issue pour sortir de son isolement régional, économique, stratégique, politique, commerciale. Faire une guerre express contre l'Algérie, malgré le grand déséquilibre militaire compte tenue de la surpuissance de l'Algérie dans ce domaine, et de loin, toutefois pour le Makhzen il s'agit de la dernière voie pour sortir de son isolement total. Ainsi, les actions hostiles, les démarches dangereuses et les agressions irréfutables commises par le Makhzen contre l'Algérie se sont déchaînées depuis que le Maroc a normalisé ses relations diplomatiques et stratégiques avec Israël en décembre 2020. Un vieux partenaire sioniste estimé par le Makhzen comme le seul



Les provocations marocaines ont dépassé toutes les limites et atteints leur paroxysme lorsque trois camionneurs algériens furent lâchement assassinés. (Photo : DR)

sauveur d'un Royaume en voie d'un effondrement impitoyable. La première grosse provocation marocaine contre l'Algérie remonte au 13 juillet 2021, lors d'une réunion du Mouvement des non-alignés à New York, l'ambassadeur du Maroc à l'ONU, Omar Hilale, avait fait passer une note dans laquelle le Makhzen appelle les pays participants à encourager l'indépendance du peuple de la région de Kabylie, tout en affichant et exprimant son total soutien aux terroristes du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK). Une démarche qualifiée de « dangereuse et irresponsable », a condamné le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra. Et durant le même mois, le Maroc a été démasqué et accusé dans une grosse affaire d'espionnage contre 6.000 Algériens, dont de hauts responsables politiques et militaires, des chefs du renseignement, des ministres, des diplomates, des journalistes.

Le Makhzen a pu espionner des milliers d'Algériens via un puissant logiciel de fabrication israélienne, pour une campagne massive d'espionnage, c'est ce qu'a démontré le scandale « Pegasus ». Les provocations marocaines ne s'arrêtaient pas là puisque un mois après, soit en août 2021, ce mauvais voisin est impliqué dans les incendies meurtriers qui ont ravagé le Nord du pays tuant une centaine d'Algériens, tout comme il est impliqué dans l'assassinat du jeune Smaïl, ignoblement tué par des membres appartenant au mouvement terroriste du MAK, dirigé par le chef terroriste Ferhat Mehenni. Les provocations marocaines ont dépassé toutes les limites et atteints leur paroxysme lorsque trois camionneurs algériens, des commerçants faisant la liaison commerciale Ouargla-Nouakchott, furent lâchement assassinés, le 1^{er} novembre dernier, suite à des tirs de missiles venant d'un drone appartenant aux forces de l'armée

colonialiste marocaine. Et en guise de ces provocations diaboliques, l'Algérie a intelligemment traité les provocations du Makhzen. Alger a annoncé une série de punitions économiques, stratégiques et géopolitiques envers le Maroc pour ses provocations dangereuses et criminelles, elle a rompue ses relations diplomatiques en août 2021, puis un mois après l'espace aérien algérien est fermé pour l'aviation marocaine, civile comme militaire, avant de couper le gaz au Maroc durant le 1^{er} novembre passé et enfin, la nouvelle punition algérienne pour le Maroc annoncée avant-hier, celle de la création d'une force sécuritaire algéro-mauritanienne sous forme d'une Commission sécuritaire conjointe pour sécuriser les frontières et protéger les commerçants, les voyageurs et les citoyens des deux pays contre les agissements criminels de l'armée colonialiste marocaine.

Sofiane Abi

Organisation des élections

La Libye s'inspire de l'expérience algérienne

Le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, a affirmé, lundi, que la Libye qui se trouve face au défi des élections présidentielle et parlementaires, s'imprègne de l'expérience de l'Algérie en matière d'organisation des élections et de gestion des Affaires de l'Etat, d'autant que la Libye s'apprête à organiser des échéances présidentielle et parlementaires.

La déclaration d'Al-Kouni intervient suite à l'audience que lui a accordée le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, dans le cadre de sa visite lundi à Alger en compagnie d'une délégation composée du Chef d'état-major libyen Mohamed Al-Haddad et de nombre d'officiers.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de ses consultations avec M. Boughali, le responsable libyen a déclaré : « Nous sommes redevus aujourd'hui en Algérie pour poursuivre nos rencontres ininterrompues, d'autant que nous nous apprêtons à organiser des élections dont les préparatifs ont été lancés aujourd'hui à travers l'ouverture des portes aux candidatures », ajoutant que les responsables libyens « s'imprègnent de l'expérience de l'Algérie en matière d'organisation des élections, de respect de leurs résultats et de gestion de

l'Etat à travers des élites choisies par le peuple ». Rappelant que la Libye s'est engagée, après un long combat, dans une course électorale, M. Al-Kouni a exprimé son souhait que « ces échéances puissent permettre au pays de sortir de la crise qu'il a vécue des années durant et au citoyen libyen de choisir ses représentants au Parlement et un chef d'Etat pour la première fois et de manière directe par le peuple ». Selon le responsable libyen, il s'agit là d'un « défi important » exigeant de tirer profit de l'expérience algérienne « riche de personnalités politiques chevronnées issues du peuple algérien qui les a choisies pour diriger son pays à travers plusieurs étapes ».

Par ailleurs, M. Al-Kouni a saisi cette occasion pour adresser ses félicitations au peuple algérien à l'occasion de la célébration du 67^{ème} anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Guerre de libération, se disant heureux d'avoir partagé ces célébrations avec les Algériens.

Et d'ajouter : « En tant que Libyen, je m'identifie à cette halte historique qui a connu une solidarité efficace, une fraternité sincère et une lutte unie entre les deux peuples frères ». Pour rappel, le vice-président du Conseil pré-

sidentiel libyen Moussa Al-Kouni accompagné du chef d'Etat-major libyen Mohamed Al-Haddad et nombre d'officiers, est arrivé, lundi à Alger pour une visite officielle de deux jours. Al-Kouni et la délégation l'accompagnant ont été reçus à l'aéroport international Houari Boumediene par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali. « Nous avons besoin de l'Algérie en cette conjoncture que traverse la Libye, notamment à l'approche des élections présidentielles et législatives », a déclaré à l'APS M. Al-Kouni, précisant que ces rencontres « sont plus que fraternelles, elles unissent un seul peuple dans deux pays ». Et d'ajouter : « Nous avons également besoin que l'Algérie soit informée des développements survenus en Libye, ainsi que sur la scène internationale. Nous continuons à coordonner et à coopérer sur les prochaines rencontres internationales ». Il est, également, à noter que Al-Kouni avait déjà visité l'Algérie en septembre dernier, pour informer le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, des résultats de ses visites dans les pays voisins du Sud de la Libye, et se concerter sur de nombreuses questions importantes.

Djamila Sai

VISITE OFFICIELLE

ANP

Le Chef d'Etat-major du Gouvernement d'Unité Nationale libyen reçu par Saïd Chanegriha

En visite officielle en Algérie, le Chef d'Etat-major du Gouvernement d'Unité Nationale libyen a été reçu en audience par le général de Corps d'Armée Chanegriha Saïd, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP).

Lors de cette audience, les deux parties « ont abordé le contexte sécuritaire régional, en soulignant la nécessité de coordonner les efforts pour faire face aux nouveaux défis, notamment au niveau des frontières communes Sud et d'examiner les voies et moyens à même de contribuer au renforcement des relations de coopération militaire ». Par ailleurs, les deux parties « ont échangé les points de vue sur les questions d'intérêt commun », ajoute le communiqué. Le Général de Corps d'Armée Chanegriha, a fait mention des « relations historiques séculaires qui lient les deux peuples frères, notamment durant la Révolution du 1^{er} novembre 1954 ». « A cette occasion, je tiens à vous assurer du soutien et de la solidarité de tout le peuple algérien avec le peuple libyen, et ce, dès le début de la crise en 2011. Tout comme je vous exprime le soutien de mon pays aux démarches sincères et soutenues, visant à résoudre cette crise et réunir les protagonistes libyens, loin de toutes tensions ou d'agendas étrangers », a-t-il souligné. « Cette position, qui est la nôtre, découle de la profondeur des relations historiques séculaires qui lient les deux peuples frères, notamment durant la révolution du 1^{er} novembre 1954 », a ajouté le chef d'Etat-major de l'ANP. A cette époque, le territoire libyen était une profondeur d'importance pour nos moudjahidine, tel qu'en témoigne la bataille d'Issine, où le peuple libyen avait soutenu les combattants algériens contre les forces du colonialisme français usurpateur », a relevé le Général de Corps d'Armée. Il a exprimé « le souhait de voir, dans un très proche avenir, la Libye retrouver son rôle positif dans la région et dans le continent africain, à travers l'accélération de la sortie de crise ».

« La Libye tenait, dans un passé récent, un rôle important dans la résolution des conflits et le rapprochement des points de vue entre les Etats du continent africain. En outre, elle encourageait la mise sur pied d'institutions africaines, capables de réunir toutes les conditions de développement, de prospérité et de progrès pour ses peuples, et veillait à l'instauration de la sécurité et de la stabilité dans les pays de ce continent et au-delà. Il s'agit d'un rôle positif que nous souhaitons voir la Libye tenir dans un avenir très proche », a-t-il affirmé. De son côté, le Général d'Armée, Mohamed Ali El-Haddad, a exprimé « la reconnaissance du peuple libyen pour les efforts inlassables déployés par l'Algérie pour rapprocher les points de vue entre les différentes parties libyennes et pour unifier le front interne libyen ».

Moncef Redha

INFO EXPRESS

DGPC Lancement de la campagne nationale «hiver sans accidents d'asphyxie»

La Direction générale de la Protection civile (DGPC) a lancé, lundi depuis Oum El Bouaghi, une campagne nationale de sensibilisation et de prévention des risques d'asphyxie au monoxyde de carbone intitulée «un hiver sans accident d'asphyxie».

Cette campagne «s'inscrit dans le cadre du programme national de sensibilisation aux divers risques liés à la saison hivernale», a indiqué le colonel Farouk Achour, sous-directeur de l'information et des statistiques à la DGPC en marge de la cérémonie de lancement de cette opération, présidée par le wali Zineddine Tibourtine à l'unité principale.

Durant la période hivernale, des accidents d'asphyxie sont enregistrés à travers les wilayas du pays en plus des accidents de la circulation et des inondations, a ajouté le même cadre qui a noté que l'objectif de la campagne est de faire prendre conscience aux citoyens que des gestes simples peuvent éviter de graves accidents.

«L'un de ces gestes est de s'assurer de la sécurité des chauffages à gaz achetés, puis de recourir à des techniciens qualifiés pour procéder à leur installation et de garantir l'aération des maisons», a précisé le colonel Achour qui a souligné que la campagne ciblera surtout les nouvelles cités résidentielles pour sensibiliser les occupants de ces nouveaux logements aux risques d'asphyxie. De son côté, le capitaine Nassim Barnaoui, chef du bureau d'information et de communication à la DGPC, a relevé que cette campagne de sensibilisation se poursuivra jusqu'au mois de mars 2022 à travers l'ensemble des wilayas du pays avec la contribution des secteurs du commerce, des affaires religieuses, des services de Sonelgaz et Naftal en plus des acteurs de la société civile.

Nouvelle campagne de sensibilisation de l'Asepa « Movember », le mois des maladies masculines

L'infatigable Association scientifique des étudiants en pharmacie de l'université d'Alger (Asepa) revient avec une nouvelle campagne de sensibilisation et de dépistage baptisée « Movember » et dédiée aux cancers masculins, le cancer des testicules et le cancer de la prostate.

Entrant dans le cadre des activités de santé publique de l'Asepa, cette 4e édition se déroulera encore une fois, sur terrain et en ligne afin de sensibiliser le plus large public autour de ces deux pathologies qui touchent de plus en plus de sujets masculins adultes en raison d'un manque d'informations voire un manque de communication vu le caractère « tabou » qui entoure ces maladies. La campagne de sensibilisation sur le terrain se déroulera sur deux journées et débutera aujourd'hui, mercredi 10 novembre 2021, au niveau de la station métro de Tafourah (Alger), à partir de 9h.00. La 2e journée de sensibilisation aura lieu le vendredi 12 novembre au niveau du Centre commercial et de loisirs de Bab Ezzouar, à partir de 14h30. Dans le communiqué relatif à l'événement, transmis à notre rédaction, l'Asepa précise qu'elle espère « briser le tabou sur ce



sujet, et sensibiliser au maximum le grand public ». Pour cela, elle vise essentiellement à « éduquer le grand public sur ce sujet encore méconnu, sensibiliser environ 1.000 personnes et éventuellement, procéder à un examen pour plus de 300 hommes, souligner l'importance et l'impact d'un dépistage précoce ». Concernant le public ciblé par cette campagne, il s'agit principalement des « jeunes hommes adultes entre 15 et 35 ans qui peuvent

être atteint d'un cancer des testicules et les hommes de plus de 50 ans qui sont les plus touchés par le cancer de la prostate ». Parallèlement à cette campagne sur le terrain, un riche contenu comprenant notamment des infographies sera proposé via les réseaux sociaux de l'Asepa au public connecté, lieu et occasion idoines pour « appuyer cette campagne et agrandir la visibilité de l'événement ».

R.E.

BMS

De fortes pluies orageuses sur plusieurs wilayas du Nord

De fortes pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, ont affecté plusieurs wilayas du Nord du pays à partir de lundi dernier soir, selon un bulletin météorologique émis par l'Office national de la météorologie (ONM). Les wilayas d'Alger, Tipasa, Blida, Médéa, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bouira, Béjaïa, Jijel, Skikda, Sétif, Bordj Bou Arréridj et Mila ont été placées en vigilance «orange» à

partir de 18 heures jusqu'à hier à la même heure « au moins », précise la même source. La quantité de pluie estimée durant la validité de ce BMS devrait varier entre 40 et 60 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 80 mm sur les wilayas côtières. Les wilayas de Aïn Defla, Chlef, Tissemsilt et Relizane ont été également placées en vigilance «orange» à partir d'hier à 9 heures

jusqu'à 18 heures « au moins ». La quantité de pluie estimée durant la période de validité de ce BMS pour ces wilayas, devrait varier entre 20 et 40 mm. Par ailleurs, la wilaya d'Illizi a été également placée en vigilance «orange» à partir de lundi à 18 heures jusqu'à mardi à 18 heures. La quantité de pluie estimée durant la validité de ce BMS devrait varier entre 20 et 40 mm.

Actes de vandalisme à bord du «Badji Mokhtar III»

Algérie Ferries va saisir les autorités compétentes

La compagnie maritime nationale Algérie Ferries annonce qu'elle saisira les autorités compétentes suite aux actes de dégradations, vols et atteintes aux personnes intervenus lors de la première traversée méditerranéenne du nouveau navire de transport des voyageurs Badji Mokhtar III. «Dégradations, vols, atteintes à la personne. Prises individuelle-

ment on se dit que ce n'est pas bien grave mais mises bout à bout, ces incivilités deviennent un gros problème tant pour Algérie Ferries que pour ses voyageurs. Aussi petite soit-elle, une incivilité ne doit pas être tolérée», indique la compagnie dans un communiqué. Algérie Ferries «va donc récupérer en temps réel les vidéos de toutes les caméras implan-

tées sur la flotte et permettra donc de repérer les incivilités ou les agressions et les transmettre aux autorités compétentes», conclut la même source. A noter que des photos et vidéos montrant les conséquences de ces actes de vandalisme sur le Badji Mokhtar III à son premier voyage ont suscité une vague d'indignation sur les réseaux sociaux.

INFO EXPRESS

Education

Promouvoir la formation artistique en milieu scolaire en prévision du BAC artistique

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a souligné, dimanche dernier, à Alger, la nécessité d'élaborer des programmes pour promouvoir l'éducation artistique en milieu scolaire, en prévision du lancement d'un baccalauréat dans cette spécialité. Dans une allocution prononcée lors de l'installation du Conseil national des programmes (CNP), le ministre a affirmé que parmi les travaux qui devraient se concrétiser à l'avenir figurait «l'élaboration de programmes pour promouvoir l'éducation artistique en milieu scolaire ainsi que la prise en charge des compétences artistiques en réponse aux exigences de la création d'un baccalauréat artistique». M. Belabed a indiqué, en outre, que la concrétisation du baccalauréat artistique «fait partie des missions du Conseil national des programmes visant à insuffler une dynamique à l'école algérienne», ajoutant que le conseil «doit veiller à la prise en charge des préoccupations éducatives auxquelles les hautes autorités du pays accordent un intérêt particulier». A cette occasion, le ministre a évoqué la composante du conseil, qui comprend également des chercheurs universitaires dans les domaines scientifiques, les disciplines linguistiques, les sciences de l'éducation, les sciences humaines et sociales, les sciences exactes et expérimentales, la technologie, les arts et l'éducation physique sportive, soulignant que le rôle de ceux-ci consiste à «veiller à garantir un support aux programmes éducatifs».

Demande d'aide financière

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulant) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

Allah Le Tout-Puissant vous le rendra.

MOB : 0782519683

Demande d'aide financière

Dame cancéreuse, démunie, demande à toute âme charitable de lui venir en aide (financière) afin d'effectuer des examens (échographie analyses, etc...).

MOB : 05 59 31 19 67.

Élection présidentielle et parlementaire

La Libye s'inspire de l'Algérie



Les responsables libyens s'imprègnent de l'expérience de l'Algérie en matière d'organisation des élections.

La déclaration d'Al-Kouni intervient suite à l'audience que lui a accordée le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, dans le cadre de sa visite lundi à Alger en compagnie d'une délégation composée du Chef d'état-major libyen Mohamed Al-Haddad et de nombre d'officiers. Dans une déclaration à la presse à l'issue de ses consultations avec M. Boughali, le responsable libyen a déclaré : « Nous sommes revenus aujourd'hui en Algérie pour poursuivre nos rencontres ininterrompues, d'autant que nous nous apprêtons à organiser des élections dont les préparatifs ont été lancés aujourd'hui à travers l'ouverture des portes aux candidatures », ajoutant que les responsables libyens « s'imprègnent de l'expérience de l'Algérie en matière d'organisation des élections, de respect de leurs résultats et de gestion de l'Etat à travers des élites choisies par le peuple ». Rappelant que la Libye s'est engagée, après un long combat, dans une course électorale, M. Al-Kouni a exprimé son souhait que « ces échéances puissent permettre au pays de sortir de la crise qu'il a vécue des années durant et au citoyen libyen de choisir ses représentants au Parlement et un chef d'Etat pour la première fois et de manière directe par le peuple ». Selon le responsable libyen, il s'agit là d'un « défi important » exigeant de tirer profit de l'expérience algé-

Le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, a affirmé que la Libye qui se trouve face au défi des élections présidentielle et parlementaires, s'imprègne de l'expérience de l'Algérie en matière d'organisation des élections et de gestion des Affaires de l'Etat, d'autant que la Libye s'apprête à organiser des échéances présidentielle et parlementaire.

rienne « riche de personnalités politiques chevronnées issues du peuple algérien qui les a choisies pour diriger son pays à travers plusieurs étapes ». Par ailleurs, M. Al-Kouni a saisi cette occasion pour adresser ses

félicitations au peuple algérien à l'occasion de la célébration du 67ème anniversaire du Déclenchement de la Glorieuse Guerre de libération, se disant heureux d'avoir partagé ces célébrations avec les Algériens. Et

d'ajouter : « en tant que Libyen, je m'identifie à cette halte historique qui a connu une solidarité efficace, une fraternité sincère et une lutte unie » entre les deux peuples frères. Pour rappel, le vice-président du Conseil présidentiel libyen Moussa Al-Kouni, arrivé lundi à Alger, a été reçu par le président de l'APN, Brahim Boughali. Le dialogue en Libye a toujours été plaidée par l'Algérie.

E.T

Etats-Unis : L'Administration Biden simplifie les procédures d'immigration pour 70.000 Afghans



L'administration Biden a décidé de simplifier les procédures d'immigration pour les réfugiés afghans afin qu'ils puissent s'intégrer plus rapidement dans la société américaine. C'est ce qu'a annoncé le 8 novembre le département de la Sécurité intérieure des Etats-Unis. Les quelque 70 000 Afghans arrivés aux Etats-Unis depuis le 30 juillet, début de l'opération d'évacuation « Allies Welcome », bénéficieront de procédures simplifiées pour l'obtention de la précieuse « carte verte », le permis de résidence aux Etats-Unis et les divers permis de travail qui pourraient leur être nécessaires. Ils seront également exemptés de frais d'inscription, une mesure notable alors que les divers frais à verser pour l'obtention du permis de résidence seul

peuvent atteindre des milliers de dollars. « En accordant à ces évacués des procédures simplifiées et des exemptions de frais, nous allons ouvrir des opportunités à nos alliés afghans et les aider à reconstruire leur vie plus rapidement dans notre pays », a commenté le secrétaire à la Sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas. Plus de 120 000 personnes ont été évacuées de Kaboul cet été, parmi lesquels des diplomates, des ressortissants étrangers, mais également des dizaines de milliers d'Afghans dont la vie est menacée, notamment parce qu'ils avaient collaboré avec les forces de la coalition internationale en Afghanistan. Sur ce nombre, quelque 70 000 ressortissants Afghans ont été accueillis aux Etats-Unis, d'autres ont choisi d'autres pays.

Pakistan

Le Tehreek-e-Labbaik autorisé

Le Tehreek-e-Labbaik Pakistan n'est plus considéré comme une organisation terroriste depuis le 7 novembre, selon un communiqué du gouvernement pakistanais, qui a obtenu des garanties en échange. Le mouvement a ainsi renoncé à marcher sur Islamabad, note RT. Le Pakistan a levé l'interdiction d'un parti politique islamiste hostile à la France depuis l'affaire des caricatures de Mahomet, après avoir négocié avec lui pour mettre fin à des mois de heurts parfois meurtriers. Dans un message publié tard le 7 novembre au soir, le gouvernement pakistanais a indiqué avoir pris cette décision au vu de « l'intérêt national » et des engagements pris par le Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP) à cesser les violences, après les récentes manifestations qui ont dégénéré en affrontements où au moins sept policiers ont été tués. Le TLP, qui affirme avoir de son côté déploré 14 morts, mobilise ses partisans depuis des mois pour réclamer la libération de son chef, Saad Rizvi. Ce dernier avait été arrêté en avril quand le

parti avait été interdit et classé organisation « terroriste » après avoir exigé le renvoi de l'ambassadeur de France au Pakistan. Le porte-parole du TLP, Sajjad Saifi, a salué la levée de l'interdiction du parti, qui lui permet, ainsi qu'à ses partisans, de ne plus être poursuivi dans le cadre des lois antiterroristes.

Il y a huit jours, le parti avait conclu avec le gouvernement un accord pour mettre fin aux violences, qui a permis la libération de 860 de ses sympathisants.

Le chef du TLP, Saad Rizvi, reste lui en détention, selon des sources concordantes. Hormis la libération de prisonniers, le gouvernement n'a pas donné plus de détails sur l'accord passé avec le TLP.

Ce dernier a en retour annulé une marche de protestation prévue vers la capitale Islamabad, et cessé d'occuper une des principales autoroutes du Pendjab.

Le TLP dénonce depuis près d'un an le soutien de la France au droit de caricaturer, y compris le prophète Mohamed, que le salut soit sur lui.



Le porte-parole du TLP, Sajjad Saifi.

Sahara occidental

L'APLS mène de nouvelles attaques contre les forces d'occupation marocaines

La confrontation opposant le Maroc et le Front Polisario continue, et n'est, pour des considérations diplomatiques, pas médiatisée par certains médias occidentaux. Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené lundi de nouvelles attaques contre des positions des forces d'occupation marocaines dans les secteurs de Mahbes, Aousserd et Bakari, a indiqué un communiqué du ministère sahraoui de la Défense. Selon le 361e communiqué relayé par l'agence de presse sahraouie (SPS), les unités de l'Armée sahraouie ont bombardé intensivement lundi des positions et retranchements des forces d'occupation

marocaines dans les zones d'Aâdim Oum Djeloud et de Kalb Echek (secteur d'Aousserd) et d'Oum Edken. Les bombardements menés par les unités de l'APLS ont également ciblé des positions des forces d'occupation dans les zones de Chidmia et de Rous Essebti dans le secteur de Mahbes, a ajouté le communiqué. Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les forces d'occupation qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte, et ce, depuis la violation par le Maroc, le 13 novembre 2020, de l'accord de cessez-le-feu engageant en 1991 entre le Maroc et Front Polisario.

contribution

Nouveaux enjeux stratégiques

Maîtrise de l'intelligence économique et son impact sur la nouvelle architecture des relations internationales



Pr des universités, expert international
Dr Abderrahmane Mebtoul

Dans les relations internationales actuelles n'existent pas de sentiments, de discours de fraternité mais que des intérêts, une diplomatie n'étant forte que si l'économie, conciliant l'efficacité économique et une profonde justice sociale, renvoyant à la moralité des dirigeants, est forte, étant d'ailleurs la seule garantie de la cohésion sociale et d'un front national solide. D'où l'importance du redressement économique national, du renouveau culturel de toutes nos institutions militaires et civiles qui doivent s'adapter à ces nouvelles mutations

1. Le fondement des nouvelles relations internationales

De nouvelles mutations modifient tant le fonctionnement des sociétés que les relations internationales, notamment la gouvernance interne déterminante, pour mobiliser les populations et les relations entre les États, les organisations internationales et les sociétés civiles mondiales et locales et leurs influences dans des conflits. Les différents acteurs ont des points de vue disparates quant à la manière de réaliser leurs objectifs. C'est que les conflictualités du monde contemporain, ne sont pas seulement économiques ou sécuritaires, mais également et surtout ont pour essence une profonde crise morale devant se fonder sur une profonde rénovation de la perception du monde. Depuis que le monde est monde nos sociétés vivent d'utopie. Comme le dit l'adage populaire, l'espoir fait vivre.

D'ailleurs, au niveau des sociétés, nous assistons à une pièce de théâtre où chacun a un rôle déterminé, les pouvoirs en place avec leurs cours et leurs discours contribuant à cette utopie. Les guerres et les révoltes sociales en sont le contrepoids. Aussi, il existe une tension entre, d'une part, les processus de paix traditionnels menés par les États (la diplomatie officielle) et par l'armée et, d'autre part, les processus engagés par des civils, qui résultent de traditions telles que la non-violence active et le dialogue à la base. C'est que les crises internationales ont toujours concerné de nombreux acteurs. Mais traditionnellement, en dehors de l'organisation de sécurité collec-

L'objet de cette brève contribution, engageant la sécurité nationale, est une synthèse de mes nombreuses contributions nationales et internationales sur ce sujet entre 1980/2021. Le monde est à l'aube d'un profond bouleversement géostratégique tant dans le domaine économique, social que sécuritaire, où en ce XXI^e siècle le culturel sera déterminant, modifiant les comportements et profondément les relations internationales.

tive à vocation universelle et à compétence générale qu'est l'ONU, leur gestion revenait avant tout aux États. Or de nombreux autres acteurs y participent désormais, notamment, les organisations non gouvernementales et les organisations d'intégration régionales. On le constate, le champ est composé d'une multitude d'acteurs et d'approches qui implique de facto un morcellement des actions et une difficulté à avoir un impact significatif sur le terrain. De nombreuses études tentent de catégoriser les principaux acteurs de ces conflictualités émergentes. La plupart d'entre elles opposent les États, dotés de forces armées régulières, à des acteurs non-étatiques, laissant apparaître de nouveaux adversaires. Cette opposition, selon les experts en géostratégie entre États et acteurs non-étatiques, ne semble pas totalement satisfaisante car elle ne reflète pas l'ensemble des systèmes asymétriques.

En effet, une typologie des acteurs ne peut se faire qu'en prenant en compte plusieurs critères : les motivations, l'organisation et les modes d'action. De nouvelles conflictualités sont apparues où leurs acteurs se caractérisent souvent par l'illisibilité de leurs organisations, l'imprévisibilité de leurs actions multiformes qui privilégient la violence dûment mise en scène par la recherche du sensationnel et de la médiatisation. Des stratégies d'adaptations s'imposent donc face à ces nouvelles mutations. Il fut dans un temps pas lointain où les relations de chefs d'Etat à Etat, de ministres à ministres étaient à la base des relations internationales. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas et désormais ce sont les réseaux décentralisés à travers des organisations non gouvernementales disparates qui fondent les relations. (voir notre contribution au colloque international sur le thème Réseaux sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient: quel impact sur les transitions politiques dans la région » organisé le 28 janvier 2020 au Cercle National de l'Armée, Beni Messous – Alger par l'IMDEP/MDN), s'adaptant aux nouvelles technologies ainsi que la diplomatie algérienne, n'étant plus dans les années 1970, pour s'adapter à ces nouvelles mutations. Grâce aux nouvelles technologies et à leur prolifération non maîtrisée, ces conflictualités sont

susceptibles d'utiliser toute la panoplie des capacités actuelles : armement sophistiqué, maîtrise de l'information, diversité des types d'agression (capacité d'exporter une menace n'importe où dans le monde), générant des menaces (cyber-délinquance, cybercriminalité, etc.) qui mettent en évidence l'insuffisance des systèmes de sûreté ou de substitution dans les sociétés modernes. En effet, les moyens modernes de communication facilitent l'expression libre et la circulation, via les réseaux, des idées les plus extrêmes, dans un but revendicatif, subversif ou prédateur. Elles peuvent atteindre tous les pans de la société : cohésion sociale, légitimité de l'autorité, pertinence du modèle économique, sociétal ou religieux. Ainsi véhiculées, les techniques d'« agression » de toutes natures se propagent, et contribuent d'autant plus à la fragilisation des « cibles » potentielles qu'elles s'appuient souvent sur l'image, support d'émotion et propice aux comparaisons. Pour preuve les drones commencent à remplacer l'aviation classique et armés de missiles, à des centaines de kilomètres peuvent détruire des pans entiers du territoire ; les nouvelles télécommunications peuvent espionner toute conversation, détecter tout mouvement des troupes même en pleine nuit et les cyber-attaques peuvent paralyser toute une économie. Parallèlement nous assistons à l'influence décadente des pays dits non alignés, où en réalité la majorité s'aligne, des organisations comme l'ONU, l'OUA, le monde arabe traversés par des courants contradictoires qui se limitent à des communiqués, vœux pieux et à des résolutions rarement appliquées. Concernant l'espace naturel de l'Algérie, la Méditerranée et Afrique avec de nombreuses zones de conflits, notamment la zone sahélienne avec des interférences étrangères, le contrôle économique de l'Afrique étant l'enjeu du XXI^e siècle, avec des richesses non exploitées, objet de toutes les convoitises nous devrions assister à de profondes reconfigurations socio-économiques, technologiques mais également sécuritaires (Sur les mutations géostratégiques militaires, politiques sociales et économiques-voir la Revue IEMed 2017 -Barcelone -Espagne, un important collectif analysant la sécurité, le politique, l'éco-

nomique, le social et le culturel de la région méditerranéenne auquel a contribué le professeur Abderrahmane Mebtoul sous la direction du professeur Senen Florensa, ancien diplomate et ministre espagnol, président de IEMed (516 pages), préfacé par Johannes Hahn ex Commissaire européen à la politique de voisinage aux négociations d'élargissement. où ont contribué 51 personnalités internationales (ministres- diplomates- politiques, militaires, économistes, sociologues, historiens-écrivains) des deux rives de la Méditerranée en huit chapitres interdépendants :

- 1.-le conflit arabo-israélien revisité -
- 2.-les défis à venir de l'union européenne -
- 3.-l'avenir de l'Islam
- 4.- (Dé) Radicalisation et sécurité et leurs effets - sur la région méditerranéenne -
- 5.-Bilan et partenariat des pays -les pays méditerranéens / Union européenne -Balkans occidentaux -Maghreb -Moyen Orient et Turquie -Les autres acteurs
- 6.-secteurs stratégiques (sécurité et politique) -
- 7.-Economie et territoire -
- 8.-Société et culture)

2.- L'impact dans les relations internationales de la maîtrise de l'intelligence économique

Un des segments des nouvelles technologies est la maîtrise de l'Intelligence économique. Sa gestion stratégique est devenu pour une Nation et l'entreprise d'une manière particulière, l'un des moteurs essentiels de sa performance globale et de sa sécurité afin d'éviter de livrer aux concurrents des informations sensibles à travers le piratage. Beaucoup d'entreprises tentent de soutirer à leurs concurrents des technologies, des fichiers de clients, des secrets commerciaux, des structures de coûts de produits, des spécifications et procédures de fabrication de produits et des plans de développement. C'est pourquoi, actuellement la majorité des Etats développés contribuent à assurer le contrôle de la sécurité des bases de données internes pour faire face aux piratages des données. D'où le rôle d'une sensibilisation des acteurs de l'intelligence économique non seulement à une meilleure connaissance et une meilleure maîtrise des outils, mais également à une « culture » de la sécurité qui suppose des comportements et des habitudes adaptées à l'utilisation de ces outils. En fait tout cela renvoie à une nouvelle gouvernance fondée sur la valorisation de l'économie de la connaissance sans lesquels aucun pays ne peut se développer durablement. Et cela interpelle l'ensemble des Ministères, administrations et entreprises algériennes, mais également tous les citoyens. C'est que l'intelligence économique est un processus découlant du cycle du Renseignement.

(A suivre)
A. M.

INFO EXPRESS

201 projets financés par l'ANADE en 2021

Au total, 201 projets d'investissement ont été financés durant l'année 2021 par l'Agence de wilaya ANADE, à Tiaret, d'après les statistiques fournies ce lundi par le wali de la wilaya, M. Deramchi, lors du Salon organisé par les nouveaux patrons des micro-entreprises avec la participation des organismes d'accompagnement sur ce créneau porteur. Selon le chef de l'exécutif, l'agence ANADE «a reçu en 2021 un nombre de 1.135 dossiers de financement de projets et de création de petites entreprises, et la commission de sélection n'a choisi et accepté que 201 demandes», a tenu à préciser M. Deramchi Med Amine, wali de la wilaya dans une déclaration. «Sur les 1.135, l'ANADE (ex-Ansej) n'a financé que 201 projets, tandis que le reste est en cours de financement», a encore précisé le même responsable. «Le choix et la validation de ces dossiers sont effectués sur la base d'une série de critères de réussite, dont notamment une formation universitaire et une formation dans le domaine de la gestion d'entreprise, ainsi que selon les besoins du marché local», a souligné le même responsable. Le conférencier ajoute que «notre politique sur le développement durable et une production à long terme, et nous pousse à créer des zones d'activités à travers les communes afin d'encourager les jeunes du monde rural pour la réussite de leurs projets. Lors de la visite des stands exposés, la délégation a visité les expositions présentées par les jeunes patrons porteurs de projets sur la création de petites entreprises activant notamment dans les domaines de l'agro-alimentaire et de l'agriculture, produits pharmaceutiques, fonderie, pièces de rechange, marbre et chaussures. «L'ANADE de Tiaret accompagne ces jeunes entrepreneurs dans leurs démarches et dans leurs projets afin de les aider à réussir le pari et maîtriser la gestion de leur micro-entreprises», a-t-il assuré. Ainsi, avec la validation de ces nouveaux dossiers, ce dispositif aura financé plus de 201 projets en 2021, dont 60 et 14 dossiers sur les 1.135 déposés sont déjà étudiés, selon les chiffres donnés par le premier responsable de la wilaya. La majorité des jeunes bénéficiaires ont pu réussir à créer leurs propres micro-entreprises et booster le marché de l'emploi au niveau local.

Hamzaoui Benchohra

Décès tragique d'une mère de famille à Khenchela Les témoins indiquent que la victime a demandé à plusieurs reprises à être protégée

La population de la wilaya de Khenchela est toujours sous le choc après le décès d'une mère de deux enfants dans des circonstances que l'enquête déterminera. Selon des témoignages, la victime a été évacuée par les éléments de la Protection civile aux urgences de l'EPH « Ahmed Ben Bella » situé sur la route de Batna.

Tout a commencé aux alentours de 21h, lorsque les services de la Protection civile de Khenchela ont reçu un appel téléphonique émanant de la part de l'époux de la victime demandant leurs interventions. Une fois sur place, les éléments de la Protection civile auraient constaté que la dame en question (H.A.) était inconsciente. Après les premiers secours, à savoir le massage cardiaque et mise en place du système respiratoire artificiel, la victime a été évacuée vers les urgences de l'hôpital civil de Khenchela. Pour en savoir plus à ce sujet, nous avons tenté de joindre le procureur du tribunal de Khenchela ou le procureur adjoint chargé de la communication auprès de la cour de Khenchela, mais en vain. Toutefois, le procureur général s'est abstenu de s'exprimer à ce



sujet, indiquant qu'il ne pouvait pas donner d'informations par téléphone. Cet état de fait ne nous a pas permis pour l'instant de connaître si la victime est décédée à la maison, en cours de route ou au niveau des services des urgences. Il est de même pour les causes exactes du décès de cette mère de fa-

mille qui restent pour l'instant inconnues. Selon des informations dignes de foi, une autopsie sera pratiquée sur le corps de la défunte afin de connaître les véritables causes ayant entraîné le décès de cette dame. Dans l'attente des résultats de l'enquête, des informations qui restent à confirmer indiquent que la victime aurait subi des violences de la part de son mari. A ce sujet, les voisins de la victime ont indi-

qué que la victime aurait à plusieurs reprises porté plainte contre son époux pour diverses agressions physiques de la part de son époux. Les mêmes témoins ont ajouté que la défunte a également demandé à ce qu'elle soit protégée de son époux violent. Ces informations sont à prendre avec beaucoup de prudence et ce dans l'attente de la fin de l'enquête.

Moncef Redha

Relizane

La joie des agriculteurs

Après une longue absence de la pluie qui a semé le doute sur une autre année de sécheresse chez les fellahs, les dernières pluies d'automne qui se sont abattues au début de ce mois de novembre dans la région de Relizane ont créé un climat d'optimisme parfait et un moral au beau fixe au sein des agriculteurs et céréaliers.

Ces derniers ne manifestent actuellement plus le doute qui les a dominé durant les mois de septembre et d'octobre afin d'activer l'opération des labours et semences dans le moment opportun. Maintenant, cette nouvelle pluviométrie a donné satisfaction et une grande confiance aux fellahs de la plaine de Mendès, Oued Es lam, Hmadna, Djdiouia, Oued Djmaa, etc. A la faveur d'une bonne saison céréalière, tout le monde se met au travail pour rattraper le temps perdu, et chacun à sa guise. Sur les terrains plats, l'on se sert de tracteurs, herses, se-



moirs, et sur les hauteurs des monts de Had Chekala, Souk El Had, Had Chekala l'on emploie les moyens traditionnels tels que les chevaux, les bœufs et la charrue manuelle pour les labours. Les semences, elles, se font à la main.

Les connaisseurs nous ont mis en confiance que la terre a été rafraîchie par les pluies et les mauvaises herbes ont commencé à pousser. Les retardataires ont jusqu'au mois de janvier pour labourer et semer.

N.Malik

Élections municipales 2021

Les panneaux d'affichage inexploités

Les espaces réservés pour les affichages des candidatures aux élections municipales restent, pour la plupart, inexploités. Les tableaux d'affichages sont là, mais pas les affiches. Tandis que les pouvoirs publics appellent à une importante mobilisation, nombre de candidats aux élections municipales n'expriment pas d'intérêt à se présenter aux électeurs, ce qui ne motive pas les électeurs pour aller aux bureaux de vote le 27 novembre 2021 pour choisir les élus. L'élargissement des pouvoirs des élus locaux est au cœur des discours électoraux des responsables des candidats des différentes listes en lice pour les locales du 27 novembre, ont relevé, mardi, les quotidiens de l'Est du pays. De son côté, le journal «Le Quotidien de Constantine» a relayé que le président du parti du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaïd, a indiqué lors d'un ras-

semblement à Annaba, que «le changement des mentalités et les procédures d'exercice par les élus locaux de leurs prérogatives en tant que représentants du peuple, constitue aujourd'hui un impératif pour concrétiser un développement véritable en vue de satisfaire les ambitions du citoyen et contribuer à la consolidation de l'économie locale», de même qu'il a appelé à libérer les initiatives. Le même journal a rapporté que le secrétaire général du Front de libération national (FLN), Abou El Fadl Baaji, a affirmé hier, lors d'un rassemblement à Biskra, que sa formation politique a préparé un programme sous le slogan «Réalisme et défi», basé sur les expériences et les ambitions des compétences représentant divers secteurs au niveau national et local, pour les élections municipales du 27 novembre 2021.

Lettre à René

La recherche d'une vérité sur certains épisodes de la colonisation (XXII)



Kamel Bouchama

En 1871, dans la commune de Seddouk, dans la vallée de la Soummam, l'école coranique mobilisa pour l'insurrection 15.000 moudjahidine, en une seule journée, pour mener le combat contre l'envahisseur. Elle fut entièrement détruite après l'échec de l'insurrection et, ce qu'il en restait, fut rasé pendant la Révolution de 1954.

L'école, la «médersa» ou zaouia de Sidi Ali Ouyahia, dans la tribu des Beni Koufi (daïra de Boghni) a été fondée au IXe siècle de l'Hégire. Elle s'était consacrée à l'étude du Livre Saint, à la jurisprudence islamique, à l'exégèse, à la langue arabe et à la lutte contre le travail pernicieux des missionnaires de l'évangélisation. D'ailleurs, et il faut le dire pour l'Histoire, le travail éminemment efficace de cette médersa ne permit pas à l'autorité française de s'établir dans la commune. Ainsi, la population se souviendra toujours de cette funeste journée de l'année 1958 où leur école, sanctuaire du savoir et du nationalisme, fut bombardée par l'aviation française et complètement détruite.

Celle de Sidi Yahia El-Adli, fondée au début du XVIe siècle de l'ère chrétienne, fut un établissement d'une grande renommée dans la région de Béjaïa, plus exactement dans la commune de Tamqra. Cette école fut détruite au début de l'occupation française, elle le fut une seconde fois pendant le soulèvement de 1871. En 1955, elle comptait plus de trois cents élèves, sous la direction de cheikh Mohamed Tahar Aït 'Aldjet qui n'hésita pas, en 1956, quand elle fut encore soumise à de rudes épreuves pour être enfin complètement détruite, à rejoindre l'ALN avec ses professeurs et une grande partie de ses élèves. Ce maître vénéré fut un brillant officier de l'ALN et compagnon d'armes du colonel Amirouche. Plus de cent jeunes de cette médersa combattante sont tombés en héros pour que vive l'Algérie et triomphent la justice et l'Islam.

Ces écoles militantes furent l'objet de tracasseries administratives, de diverses vexations et de persécutions, depuis le début de la colonisation. Plus tard, pendant la guerre de Libération nationale, elles furent exposées à toutes sortes de brimades, allant jusqu'à la fermeture arbitraire de plusieurs d'entre elles et à leur destruction systématique par les bombardements et les incendies répétés, ensevelissant à jamais de véritables trésors, constitués de riches manuscrits et d'opulentes bibliothèques. Les enseignants (les talebs dans la sémantique populaire) ainsi que les élèves ne fu-

À son ami René, mais en fait aux générations montantes, Kamel Bouchama rappelle ce qu'entraîna l'acte odieux adopté par le parlement français en janvier 1830. Hélas, cinq mois après, les hordes colonialistes, commandées par de Bourmont, débarquaient sur la presqu'île de Sidi Fredj, amenant ainsi l'Algérie à engager une lutte incessante pour son indépendance... L'avenir, dit l'auteur de «Lettre à René» en filigrane, appartient aux peuples qui le construisent ensemble, une fois soustraites les lourdeurs du passé. Là, où notre vieille garde militante n'a pas cru bon devoir consigner son témoignage, ce livre vient au bon moment. Il devrait de ce fait, être mis entre les mains de tous les jeunes.

rent pas épargnés. La plupart furent arrêtés ou tués, sous de fallacieux chefs d'inculpation, d'autres furent interdits de séjour et exilés dans des régions où ils ne pouvaient poursuivre leur mission d'éducation. C'est dire que la France coloniale savait où frapper. Car, hormis quelques écoles, implantées sous le régime de zaouias, qui devenaient les relais d'une politique totalement étrangère à notre culture, et qui faisaient dans le travail de sape et l'allégeance au colonialisme, voire dans la trahison – il ne faut pas occulter cette réalité –, les autres étaient, pour la plupart, les bastions d'une lutte opiniâtre pour le devenir d'un pays jaloux de son passé et de son authenticité, depuis la profonde Berbérie jusqu'aux conquêtes de l'Islam.

Outre ces lieux du culte, il y avait d'autres sanctuaires religieux qui conservaient l'Islam, cet Islam modéré et pur. Il y avait d'autres «écoles», plutôt des confréries qui, également, avaient souffert avec le colonialisme. Toujours, à titre d'exemple, je te livre René des chroniques qui peuvent t'aider à la compréhension de ce phénomène de rejet de l'armée coloniale et de certains tenants du christianisme. Il y eut les Derqaoua de Sidi Adda, descendants de Sidi Bouabdallah, chef d'une famille illustre de la région de Chlef, inhumé à Oued-Rhiou. Ils vécutrent sous l'autorité morale de Sidi Adda Ben Ghalamallah dont l'influence partait de sa zaouïa des Ouled Lakred jusqu'aux zaouïas du cheikh Bouchentouf à Tighenif et Sidi Missoum au Ghrib.

Les Derqaoua ne se laissaient pas facilement faire comme les adeptes d'autres confréries, selon les aveux des colonialistes qui connurent leur fougue et leur passion dans leur rejet de l'injustice et, plus tard, de l'oppression, du temps de l'occupation française. Les Derqaoua furent mêlés à de nombreuses révoltes tant en Algérie contre les Turcs qu'au Maroc contre les sultans. On les présente généralement comme des fanatiques toujours enclins à la rébellion contre le pouvoir établi, d'après Depont et Coppolani, qui écrivaient, en 1897, dans un ouvrage parlant des Confréries religieuses musulmanes :

«Dans tous les mouvements insurrectionnels dont l'Algérie et le Maroc furent le théâtre depuis la formation de la confrérie, l'on a trouvé partout la main de ces hommes en haillons, de ces puritains de l'Islam, de ces derviches fanatisés par des prédications ardentes, qui sont les chadéla-Derqaouia».

C'est pour cela qu'en 1954, début de la lutte de libération nationale, la confrérie était bien surveillée par l'administration coloniale qui insistait auprès de ses collectivités pour qu'elles

ne perdent pas de vue les agissements de tous les adeptes derqaouis, connaissant leurs grandes capacités d'établir et d'organiser des liaisons avec le Maroc. Effectivement, cette confrérie eut d'énormes problèmes, à l'instar des autres qui ne plièrent jamais devant les injonctions des militaires et de l'administration coloniale.

Des abus, toujours des abus, pendant cette guerre qui nous semblait ne jamais se terminer. Nos combattants ne désespéraient pas, nos jeunes se mobilisaient de plus en plus et les colonialistes impénitents, au plan de la tromperie, déclaraient, dans leurs discours triomphalistes, que nous étions affaiblis, cloués au sol par les bienfaits de leur pacification. En réalité, nous étions épuisés et accablés par la torture et la peur. Ils n'évaluaient pas le danger qu'ils causaient à l'Humanité, en opprimant un peuple comme le nôtre qui ne demandait que ses droits légitimes. Notre problème était posé devant le monde entier et les représailles contre les civils redoublaient de cruauté, de même que l'intensification de l'action militaire, la création de «zones interdites» et de «camps de regroupement», le vote de pouvoirs spéciaux pour les généraux en place, la mascarade du «13 mai» avec la «fraternisation» et la création des comités de «salut public». Oui, le monde entier connaissait les souffrances et les larmes de notre peuple assoiffé de liberté.

René, mon ami,

Ceux qui voulaient mettre en exergue les bienfaits de la colonisation peuvent-ils cacher à la face du monde les massacres de populations, même s'ils se défendaient de les avoir commis ? Peuvent-ils oublier ces assassinats collectifs, ces viols, et ces pillages perpétrés par ce détachement de l'armée française, dans les Aurès en juin 1956 et qu'un administrateur civil – plus correct et plus humain – avait dénoncés en ces termes :

« Il faut que soit bien affirmé que nous nous désolidarisons de tous ces procédés barbares ! »

C'était la conclusion de son rapport. Peuvent-ils ne pas se rappeler de ces scènes d'horreur qui se sont déroulées à Annaba, anciennement Bône, en ce 19 août de la même année quand, après un attentat commis par un de nos vaillants «fidaiyne» – on les appelait des «terroristes» –, l'armée coloniale a semé la terreur ? Oui, elle a commis l'irréparable. D'ailleurs c'est une historienne française, Georgette Elgey, qui en parle avec écœurement et répugnance :

«La population musulmane terrorisée subissait l'assaut d'une foule de mili-

taires, pour la plupart permissionnaires, armés seulement de poignards, de gourdins, de morceaux de chaises ou d'objets divers saisis à la terrasse des cafés maures. Cela dura au moins 90 minutes. Le bilan final fut de 21 morts et 17 blessés graves. Le nombre des blessés légers qui préfèrent ne pas se faire connaître est inconnu, mais doit être de l'ordre de quelques dizaines. La plupart des morts sont, comme les blessés, des pauvres gens dont le seul tort, si c'en est un, fut de se trouver sur les chemins des hordes déchaînées et de ne pas savoir fuir assez vite... Il est difficile d'imaginer que des soldats français puissent commettre des atrocités. C'est pourtant le cas ici».

Peuvent-ils occulter ce massacre, pire ce génocide des 4 et 5 mai 1959, lorsque cette même armée de mercenaires a abattu, froidement, à la grenade, dans la grotte du Kouif, 112 Algériens, en majorité des femmes et des enfants ?

Peuvent-ils taire cette barbarie que les «forces de l'ordre» ont si rapidement ressuscitée en ces manifestations du 11 décembre 1960 où les jeunes étaient sortis, les mains nues, pour crier leur refus du colonialisme et de l'exploitation ? Des jeunes étaient tombés sous leurs balles assassines ! Ils n'eurent même pas le temps de relever la tête pour faire leur dernière prière. Leurs mitrailleuses étaient là, pointées avec insolence, pour ravir l'innocence de ces pauvres gamins. Le journal Le Monde annonçait «135 000 soldats, cinq compagnies de CRS et de gendarmes mobiles qui étaient sur le pied de guerre, dans la seule ville d'Alger.» Le Figaro écrivait, après avoir décrit des scènes «hallucinantes», «fantasmagoriques» – c'était des termes qu'il avait employés dans son article – :

«Un avion d'observation donnait l'alerte. Gendarmes mobiles et «paras» interviennent rapidement. L'accrochage a fait des morts et des blessés. Les mêmes scènes sanglantes devaient se répéter à Miliana, Bérard, Zéralda et en de nombreuses localités de l'Algérois».

Vont-ils nous obliger à oublier ces odieuses chasses au faciès et ces lynchages en séries tolérés par votre armée de «pacification» ? Tu m'excuses René si chaque fois, je te tarabuste avec ces termes non élogieux et principalement par cet euphémisme de pacification. Je reviens à mon constat : Vont-ils nous obliger à leur pardonner cette répression monstre «d'Octobre à Paris», voire ce massacre d'État, lorsque la réponse fut donnée avec une telle violence à plus de 80.000 Algériens qui sont sortis pour s'exprimer pacifiquement en clamant à la population française et à l'opinion internationale leur indignation contre votre politique colonialiste ? Sauront-ils cacher les massacres, les «ratonnades» et les centaines de cadavres d'Algériens que charriait la Seine, indifférente, insensible..., ces Algériens qu'on précipita et noya dans ses eaux glacées en cette nuit d'octobre ?

**(A suivre)
K.B**

«CRY MACHO» SORT AU CINÉMA

LE FILM QUI SIGNE LE RETOUR DE CLINT EASTWOOD

Avec «Cry Macho», Clint Eastwood, 91 ans, remonte en selle pour une histoire de rodéo et de rédemption, film aux allures de testament pour une légende vivante d'Hollywood. Le film ne restera pas forcément au Panthéon de l'acteur et réalisateur mythique mais il offre l'occasion de le voir remonter à cheval -- une première depuis «Impitoyable», western récompensé aux Oscars en 1993--, et même asséner un coup de poing. Clint Eastwood interprète le personnage principal, Mike Milo, ancien champion de rodéo qui a perdu femme et enfant et s'est brisé le dos des années plus tôt dans un accident. Milo a été chargé par son ancien patron d'une dernière mission : ramener au Texas son fils Rafo, élevé par sa mère alcoolique au Mexique. Chapeau de cow-boy sur la tête, le vieux gringo prend la route et passe la frontière d'un Mexique version Eastwood où la poussière est omniprésente, les flics corrompus, et personne ne parle un mot d'anglais. Sur place, il va retrouver le garçon, tente de l'apprivoiser --lui apprenant au passage à dresser des chevaux-- tout en étant poursuivi par les hommes de main de la mère de Rafo. Entre le vieux cow-boy et le jeune Mexico-américain se noue une relation particulière, le premier trouvant la rédemption et le second l'espoir d'une vie meilleure. Le film est l'occasion pour celui qui a accédé à la célébrité dans les westerns de Sergio Leone de renouer avec cette vieille tradition. Et de revenir à l'écran, trois ans après «La Mule».

R.C.

La symbolique du coin du feu Entre tradition et modernité

Quiconque n'a personne à ses côtés en ces jours de mauvais temps ressent beaucoup ce sentiment de solitude accentué par le froid des intempéries et les revers de la vie. Le coin du feu communément appelé le coin de la cheminée est le symbole de milieu sécurisant, de l'unité familiale, de la joie de vivre.

La cheminée d'antan

Nos aînés en ont gardé de vifs souvenirs. Ils s'en souviennent bien parce que c'est le coin de la maison qui procure non pas seulement une température convenable pour se sentir bien dans sa peau, mais aussi la chaleur familiale.

Jadis, la cheminée était allumée tous les jours de l'année, hiver comme été. A l'exception des temps chauds au cours desquels on y venait pour la cuisson des aliments, la cheminée avait une double fonction en temps de froid climatique : servir de cuisine et de chauffage pour le jour et la nuit.

Dans tous les pays à longues traditions familiales la cheminée a symbolisé la transmission entre les vieux et les jeunes de tout ce qui est héritage culturel et langage. On l'a appelée «école du coin du feu» qui connote la sauvegarde des valeurs ancestrales essentielles à la conservation de l'identité. Les vieux étaient là pour enseigner les principes de moralité, les bonnes manières de parler, les affinités du langage, les sentiments. Par exemple, il n'est pas facile de posséder de manière innée l'esprit altruiste, l'amour des parents et tout ce qui est sentiment filial.

Les grands-parents étaient chargés de la transmission, aussi sous peine de le voir se perdre toute la littérature populaire : poèmes an-



→ Il n'y a rien de plus naturel que de rechercher à se chauffer dans un coin tranquille lorsque le froid devient insupportable et que les rues sont désertées à cause des éclairs, des coups de tonnerre et des pluies abondantes.

ciens, contes, légendes, fables qui véhiculent toute la sagesse populaire. C'est par les histoires de grand-mère et de grand-père qu'on apprend à se forger une personnalité, compte tenu du fait que les éléments du 3e âge dans une famille communiquent leur expérience des relations sociales et du travail, bonne ou mauvaise mais formatrice.

Aujourd'hui, que de changements en mal !

On assiste dans l'indifférence générale à l'éparpillement des familles. Cette dislocation est provoquée par les conditions nouvelles de vie. D'abord, avec la scolarisation, il n'y a plus de jonction entre les générations.

On peut même dire qu'il n'y a plus de respect entre les enfants et leurs parents dans la majorité des familles. Un responsable de l'éducation nous a rapporté que devant un proviseur, un adolescent indiscipliné s'est permis de dire à son père convoqué : «Tais-toi» au moment où celui-ci avait commencé à répondre pour les re-

proches faits. C'est du chacun pour soi. Et l'évolution des mentalités est telle que le déphasage de la jeunesse par rapport aux traditions ancestrales fait craindre le pire.

Les intérieurs de maisons sont chauffés au gaz moyennant des appareils que des plombiers viennent installer. Ils dégagent de la chaleur, mon on feint de les ignorer. Quant aux temps des loisirs, ils sont totalement consacrés aux émissions télévisées, sinon à l'Internet, au portable ou à la rue qui expose à toutes sortes de tentations malsaines.

Aujourd'hui, mis à part les filles qui continuent de se soumettre aux principes de bonne conduite et qui ont de meilleurs résultats scolaires, du primaire à l'université, les garçons dans leur écrasante majorité font semblant d'étudier. Trouvez un garçon, dans n'importe quel lieu public, avec un livre à la main ! Lorsque, dans une famille, plusieurs générations cohabitent, les plus vieux rentrent au lit de bonne heure avec le sentiment d'inutilité qui

les ronge durement et ils se lèvent tôt pour aller s'asseoir sur les bancs publics pour attendre on ne sait quoi, broyer du noir. Les jeunes quant à eux veillent et font la grasse matinée, ils ont fort à faire devant les écrans ou dans la rue. Qu'on s'estime heureux s'ils ne deviennent toxicomanes ou agresseurs ! Mais, dans tous les cas de figure, ils gâchent leur vie alors qu'ils sont normalement l'avenir du pays. Lorsqu'on a connu les générations passées, on se rend compte que les jeunes d'aujourd'hui n'apprennent rien sur les coutumes, traditions, langue et rites sociaux qui font l'identité.

Et pour qui a des souvenirs de la cuisine au bois, il n'y a rien de comparable avec l'actualité. Dommage ! L'idéal ne serait pas de rester conservateur, mais de concilier modernisme et traditionalisme pour garder toutes les spécificités du vrai Algérien fier de l'être et jaloux d'un patrimoine prestigieux.

Abed Boumediene

Vente-dédicace «Visite à Orléans-ville (Chlef) en 1895»

Une cérémonie de présentation et de vente-dédicace du livre «Visite à Orléans ville (Chlef) en 1895» de l'écrivain et chercheur en Histoire du bassin de Chlef, Mohamed Tiab, a été organisée dimanche dernier en présence de nombreux acteurs du secteur de la culture et d'historiens de la région. La cérémonie a été tenue au musée public de Chlef, en marge d'une conférence organisée, à l'occasion de la commémoration du 67e anniversaire du déclenchement de la Révolution de novembre 1954, durant laquelle le professeur chercheur Mohamed Tiab a abordé les étapes de la lutte armée durant la Révolution, couronnée par l'indépendance de l'Algérie. Dans une déclaration, Tiab a indiqué que ce livre paru aux éditions Kaoukab El Ouloum, relate «le vécu des habitants d'Orléans-

ville (Chlef), en 1895, sur la base d'informations historiques et des recherches dans le domaine, avec comme principal objectif la documentation de l'Histoire de cette région et la mise en lumière de la souffrance des indigènes à l'époque», a-t-il souligné. En effet, cette nouvelle publication raconte les péripéties d'un jeune homme, Adda El Kessiri, qui effectue un voyage à travers le temps, à partir de l'Algérie indépendante vers l'année 1895, pour un tour à Orléans-ville, ancien nom de Chlef. Arrivé à la ville, Adda rencontre Salem, qui l'accompagne pour une visite exploratrice de la cité, toutefois il remarque que son ami se cachait en voyant les beaux magasins bruyants de colons. Et pour cause, Salem avait honte de son apparence d'indigène, contrairement à Adda, qui

n'avait aucun complexe à pénétrer dans les magasins de la ville, étant une personne cultivée. Il s'est ainsi rendu compte de la discrimination dont a souffert la population algérienne à l'époque et les souffrances endurées pour gagner leur vie. Adda devait quitter la ville avant 18 h00, à cause du couvre-feu imposé aux indigènes par le maire. Il se dirigea alors vers la ville de Oued Fodda (ville d'origine de sa famille), où il passa la nuit en compagnie du grand-père de son grand-père. Le lendemain, il accompagna le grand-père de son grand-père au marché d'Orléans-ville, avant de visiter le reste de la ville, constatant à chaque coin de la rue les aspects de la vie à l'époque coloniale. Il revint le soir à Oued Fodda sur un cheval. Selon Tiab, cette publication fait partie d'un «ouvrage glo-

bal sur l'Histoire de la région de Chlef durant le colonialisme, actuellement en cours d'élaboration». Il a signalé que cet ouvrage contient de nombreuses informations historiques et des recherches sur les sacrifices consentis par les habitants de la région et leur résistance à toute forme d'asservissement». Le livre comporte, également, de nombreuses illustrations historiques, d'anciens plans de la ville et des correspondances civiles et militaires des autorités coloniales. L'auteur Mohamed Tiab est né en 1957 à Oued Fodda. Il est membre de l'Union des écrivains algériens et possède à son actif de nombreuses publications sur l'Histoire. Il s'est consacré depuis 2010 aux recherches sur l'Histoire de la région du bassin de Chlef.

R.C.

Soukhane Abderrahmane

Un footballeur des plus complets

→ Certes, Soukhane Abderrahmane était un footballeur professionnel des plus complets mais aussi un combattant de la première heure pour la noble cause du combat libérateur de son pays l'Algérie, la preuve, il n'avait pas hésité un seul instant pour rejoindre la Tunisie avec ses nombreux compagnons à l'appel du Front de libération nationale.

Soukhane Abderrahmane a été sacré meilleur buteur du Championnat de France avec 21 buts à son actif avec le Havre club évoluant en division 2. En 1958, il rejoint l'équipe de la Liberté, représentant le FLN, mouvement luttant pour l'indépendance de l'Algérie, et a participé à de nombreux matches amicaux à travers le monde que ce soit en Chine, Jordanie, Yougoslavie, Maroc, Tunisie, Irak, Egypte et autres. Après que l'Algérie ait gagné son indépendance, sa souveraineté avec la perte de plus d'un million et demi de Chahid, Soukhane Abderrahmane retourne en France plus spécialement au Havre FC puis il poussa sa carrière à Toulouse FC à partir de 1964 puis le Red Star en 1967-1968. Cependant, il décida de rentrer en Algérie où il devint entraîneur du WA Tlemcen, puis entraîneur de l'Equipe nationale d'Algérie en compagnie de son ami de toujours Rachid Mekhloufi. Soukhane Abderrahmane est né le 13 septembre 1936 à El Biar, un quartier chic de la Banlieue d'Alger, avec la JS El Biar, un club qui respire le football. Il avait tout juste 20 ans lorsqu'il signa une licence avec le Havre en compagnie de son frère Mohamed, son aîné et cela durant l'année 1956. Ce joueur qui évoluait à El Biar, son club formateur va très vite s'imposer avec les rouges et marine



■ Soukhane Abderrahmane, un footballeur de grande valeur.

(Photo > D. R.)

comme un avant-centre de qualité, extrêmement efficace, mais il ne tarda pas au Havre où il ne va passer que deux années avant de retourner en Algérie. En 1962, la guerre d'Algérie terminée, Abderrahmane Soukhane décide de retourner en France, plus spécialement au Havre qui évoluait en division 2, il va de nouveau être illuminé par le talent de grand buteur. Il fit partie, avec son frère aîné Mohamed disparu dernièrement, du Onze de l'indépendance. Il a traversé la vie avec beaucoup de bonheur et de réussite, malgré le difficile contexte de l'époque (la colonisation), cette glorieuse formation de football qui, étant une véritable école, a enfanté des générations de grands et talentueux footballeurs à l'instar des frères Soukhane, des Ibrir, Issad Dhomar, Omar Kezzal, sans oublier Ouabri, Zoubir, Meghalsi, Abdelkader Saadi, Reda Abdouche, Zoubir Bachi, Nacer Bouiche, les frères Bourai, Boualem Laroum et bien d'autres enfants du quartier qui ont fait le bonheur d'un club qui a été pendant des années la fierté du football algérois et algérien. Jamais dans le monde du football algérien, un joueur a été aussi complet et d'une correction exemplaire comme le fut Abderrahmane Soukhane : c'était un footballeur de grande classe, enthousiaste et lucide dans l'entrejeu. Sorti de la grande école El Biaroise au même titre que son frère aîné Mohamed, cependant Abderrahmane était devenu l'idole des jeunes, il savait voir le jeu et le réaliser d'une manière juste. Soukhane Abderrahmane avait de l'ambition et fut la grande découverte du football algérien. Il était devenu le Maestro de la JSEB. Il était l'animateur, le réalisateur et le créateur, il symbolisait aussi la volonté de cette for-

mation qui avait produit sans risque de nous tromper, les meilleurs footballeurs Algériens. Abderrahmane avait un tempérament de gagnant, avec une grande valeur technique, il était à l'aise que ce soit sur le flanc gauche ou droit, un joueur intelligent sur le terrain. Il était solide, accrocheur et volontaire, ses débordements le long de la ligne de touche et ses centres relevaient d'une précision diabolique avec désorientation totale de la défense adverse qui faisait de lui un attaquant adroit dont il faut se méfier, il aimait avoir du champ libre devant lui pour mieux s'exprimer afin d'exploiter comme il se doit ses qualités de dribbleurs. Soukhane Abderrahmane a fait tout son apprentissage au sein de la JSEB avant de faire le même itinéraire que son frère Mohamed qui le conduira au Havre, un club de seconde Division du Championnat de France. Puis, il ralliera la Tunisie où il évoluera au sein de l'équipe de la liberté, glorieuse formation du Front de libération nationale. Nous pourrions dire que les trente deux footballeurs de l'indépendance furent des moudjahidines sans arme à la main mais seulement un ballon dans les jambes. En 1962, il rentre au bercail mais les conditions footballistiques sont telles qu'il fait le même choix que certains professionnels tels que Rachid Mekhloufi, Amara Said, Oudjani afin de recommencer une seconde carrière. Il atterrit au FC Toulouse l'entraîneur Firoud. Soukhane Abderrahmane avait acquis une grande expérience au sein de l'équipe de la Liberté pour devenir un buteur et un meneur de jeu incomparable. Il était doué balle au pied, un véritable génie constructeur. Qui de nous ne se souvient pas de lui, il a porté le maillot national plus de douze fois et a marqué trois buts avec les Verts, il avait de la classe dans les

jambes, il pouvait faire ce qu'il voulait avec un ballon dans un terrain de football. Soukhane Abderrahmane a fait partie de la première équipe algérienne qui joua sa deuxième rencontre internationale en date du 28 février 1963 face à la Tchécoslovaquie à l'âge de 26 ans avec l'entraîneur Ibrir, El Kamel et Firoud. La chose qui était frappante à l'époque était le fait qu'ils étaient deux frères à être alignés parmi les Verts : Abderrahmane et Mohamed, deux frères qui avaient débuté à la JSEB puis au club du Havre pour en fin de compte faire partie de la glorieuse formation de la Liberté. Soukhane Abderrahmane a continué de jouer jusqu'à l'âge de 32 ans, sa dernière rencontre officielle internationale avec les Verts fut en date du 17 novembre 1968 contre la Tunisie avec l'entraîneur Lucien Leduc. De retour en Algérie, il signe une licence à l'USM Bel-Abbès avec laquelle il terminera sa carrière de footballeur avant de faire partie du staff technico-administratif de l'Equipe nationale avec Rachid Mekhloufi et Zouba Abdelhamid. Soukhane Abderrahmane a participé à une rencontre de Coupe du monde (éliminatoires) et à divers matches amicaux. C'est un véritable battant, toujours à l'affût de l'erreur adverse. Les entraîneurs qui s'étaient succédé furent enthousiasmés par ses qualités techniques, il a beaucoup donné au football algérien, il mérite le plus grand respect et le plus bel des hommages. L'Algérie et le peuple algérien doivent être fier d'avoir enfanté un joueur de la classe de Soukhane Abderrahmane et de son nationalisme : il ne fait plus partie de ce monde certes, mais il demeure ancré dans les cœurs de ceux qui l'ont connu.

Kouider Djuab

EN DEUX MOTS

Victime d'une lésion musculaire, Atal indisponible de trois à quatre semaines

Le défenseur international algérien de l'OGC Nice, Youcef Atal, souffre d'une lésion musculaire contractée dimanche soir face à Montpellier (0-1), pour le compte de la 13^e journée de Ligue 1 française de football, indique son entraîneur Christophe Galtier. «Victime d'une lésion musculaire, Atal sera privé des terrains pendant trois à quatre semaines», a révélé Christophe Galtier. La blessure de Youcef Atal a obligé le sélectionneur national, Djamel Belmadi, à remplacer son latéral droit, en vue des deux derniers matches du 2^e tour des éliminatoires (Gr.A) de la Coupe du monde 2022 : le 12 novembre face à Djibouti au Caire (14h, algériennes), et le 16 novembre contre Burkina Faso à Blida (17h). Il a fait appel au défenseur de l'Etoile sportive du Sahel (Tunisie), Houcine Benayada qui figurait dans la liste des joueurs locaux (A') de Majid Bougherra. Alors que le joueur de l'ES Sétif, Abdelhak Debbari remplacera chez les A', le latéral du club tunisien, Benayada.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. **Membres fondateurs :** Gérant, directeur de la publication : **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki** Directeur commercial : **Ouahid Kouba** Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPAL** Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**. Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République**. Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

Pétanque

L'Algérie décroche le bronze et se qualifie au Mondial

le match à suivre

Victime d'une lésion musculaire

Atal indisponible de trois à quatre semaines

football

Soukhane Abderahmane

Un footballeur des plus complets

Equipe nationale

Un groupe professionnel dans son jeu et ses actes

→ On en rencontre de plus en plus dans les rues et boulevards d'Alger et même hors wilaya, notamment dans les espaces publics.

Des Algériens se laissent emporter par cette vague mobilisatrice autour des prochaines rencontres que livreront les Verts, dont la première aura lieu ce vendredi face à Djibouti au Caire (Algérie) et la seconde le 16 novembre face au Burkina Faso au stade Tchaker de Blida, et ce, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2022. En attendant, les supporters remettent l'éternel refrain «on est les champions, on sera au Qatar et personne ne peut nous déstabiliser... Seul le terrain livrera son premier verdict ce vendredi, l'autre dans une semaine». L'ambiance s'amplifie de plus en plus dans plusieurs autres quartiers de la capitale. Vendredi, c'est déjà demain et le match a déjà commencé pour les Algériens in perturbables. «Ils veulent nous faire dévier de nos objectifs, ils veulent chasser les Verts de la Coupe du monde et de la CAN, mais ils ne réussiront pas, et le 16, nous serons près de 14 000 supporters à Blida, qu'ils ne se fatiguent pas ils ne réussiront pas...» Un autre dira «l'esprit algérien est bien là. Avec passion, amour ou nostalgie, on chantera l'hymne national dans les rues».

Un regain de patriotisme dans la bouche des supporters s'installe clairement dans les lieux festifs, «on sait que le Bosnien et le Burkina Faso veulent écarter les Fennecs mais ils ne pourront pas, nous irons au Qatar In challah et nous nous retrouverons certainement au face au Maroc, qui sait ? et le Bosnien saura qu'en face il aura une équipe de Belmadi, et non pas celle qu'il avait connue, il sera, alors un supporter».

«L'Equipe algérienne, une école dont les autres apprennent»

Un cadre, ancien international, nous dira



■ La sélection, plus qu'une équipe, une famille.

(Photo > D. R.)

«le Bosnien est dans son droit de déclarer ce qu'il veut et d'imaginer que les Lions de l'Atlas sont assez forts pour pouvoir battre les Algériens, et il le souhaite que cela arrive le plutôt possible, Belmadi avait aussi raison de lui répondre sportivement lors de sa conférence de presse en ces termes : 'l'Algérie est devenue aujourd'hui une équipe qui cherche à battre les plus grandes équipes mondiales et qui a l'objectif de remporter les compétitions continentales et mondiales, et il y a ceux qui ont l'ambition de gagner l'Algérie, c'est un honneur pour moi que l'équipe de mon pays devienne une école dont les autres apprennent». Une réponse lourde de sens pour ceux qui suivent de très près l'évolution des Verts.

A une autre réaction, le sélectionneur algérien répondra «qu'il sache que l'on ne dépend pas d'un joueur comme l'Égypte avec Salah, l'Algérie avec Mahrez, le Sénégal avec Mané. On dépend d'un collectif. Il a le droit de parler. On verra si nous vient l'occasion de lui répondre sur le terrain», avant d'ajouter «l'équipe n'est pas construite autour

d'un joueur, il faut être prêt à avoir 2 à 3 absents».

Le Burkina Faso joue sa place en barrages contre le Niger

Seulement à la différence de buts par l'Algérie en tête de son groupe éliminatoire au Mondial-2022, le Burkina Faso joue sa place en barrages contre le Niger (12 novembre), et surtout face aux Fennecs (16 novembre) à l'occasion des deux dernières journées des qualifications. «Deux rencontres décisives que les Etalons n'abandonnent pas dans les meilleures dispositions, notamment en raison d'une hécatombe au poste d'attaquant». Un confrère signale qu'en l'absence de l'avant-centre titulaire Lassina Traoré (Shakhtar Donetsk), blessé pour de longs mois, le sélectionneur Kamou Malo misait en effet sur la révélation Abdoul Fessal Tapsoba (Standard), qui avait parfaitement assuré l'intérim en marquant 4 buts sur ses 3 dernières capes. Mais l'ailier a déclaré forfait à son tour, et son absence s'ajoute à celles de Yacouba Songné et Fiake Botué Kouamé, habitués remplaçants et eux aussi blessés

de dernière minute au sein d'un secteur offensif fortement amoindri et déjà orphelin, rappelons-le, du capitaine et ailier Bertrand Traoré (Aston Villa), absent de la liste initiale. On annonce que les attaquants Aboubacar Dango Ouattara (Lorient), Cheik Djibril Ouattara (Olympique Safi) et Mohamed Lamine Ouattara (AS Sonabel) ont été appelés en renforts et les Etalons devraient se présenter avec une ligne d'attaque composée de Mohamed Konaté (Akhmat Grozny) en pointe et d'Hassane Bandé (NK Istra) et Zakaria Sanogo (FC Ararat-Armenia) sur les côtés. Pour ne rien arranger, signalons que le gardien titulaire Hervé Koffi s'est blessé lors du dernier match en club avec Charleroi et se dirige lui aussi vers le forfait d'après la presse locale...

H. Hichem

A voir

- BeIN Sports 2 : Sheriff Tiraspol - Inter Milan à 20h
- BeIN Sports 3 : hand, Norvège - France à 20h30

La Der

Pétanque : L'Algérie décroche le bronze et se qualifie au Mondial

La sélection nationale algérienne de pétanque a remporté la médaille de bronze au Championnat d'Afrique des nations seniors, clôturé, dimanche à Ouagadougou, synonyme de qualification au prochain Mondial, prévu au Bénin en 2022, a-t-on appris, lundi auprès de la Fédération algérienne des sports de boules (FASB).

Après un parcours sans faute dans le groupe A du tour éliminatoire, ponctué par des succès contre les champions d'Afrique en titre le Bénin (13-7) et la Côte d'Ivoire sur le même score, l'équipe nationale s'est qualifiée aux quarts de finale face à la Mauritanie (13-2).

Néanmoins, le parcours des Algériens s'est arrêté en

demi-finale (13-6), face aux Marocains qui ont remporté le titre africain, en battant en finale, le Burkina Faso 2 (6-13). Dans l'autre demi-finale, la sélection du Burkina Faso 2 a éliminé la seconde, représentante de la pétanque du pays (Burkina 1) sur le score de (13-7).

Selon les règlements en vigueur de la compétition africaine, les deux perdants de la demi-finale, gagnent les médailles de bronze, et se qualifient avec les finalistes au prochain Championnat du monde.

Outre la compétition par équipes de la 8^e édition du Championnat d'Afrique de Ouagadougou, les 16 pays présents ont pris part au tournoi de tir de précision. Une

compétition qui a sacré le Niger du titre africain, devant le Maroc. La participation de l'Algérie au tournoi s'est achevée au chemin des 8^{es} de finale, après l'élimination du bouliste Hamza Assad avec un score de 29 points sur les 45 possibles. A Ouagadougou, l'Algérie était représentée par quatre joueurs, à savoir : Hamza Assad, Samir Bouterfa, Ahmed Ziadi et Mohamed Mahroug, encadrés par l'entraîneur national Harrat Boudoukara.

Les 15 pays présents au rendez-vous burkinabé sont : Algérie, Madagascar, Djibouti, Sénégal, Mali, Tunisie, Guinée, Niger, Comores, Mauritanie, Cameroun, Burkina Faso 2, Maroc, Burkina Faso 1, Tchad.